

de partenariat public privé en IFRS

partenariat public privé, France 3) & <https://www.youtube.com/watch?v=qz2lns7SGyw> (Le partenariat public privé et les grands projets inutiles et coûteux).

Actuellement, le secteur de l'énergie accapare la part du lion en termes de recours aux contrats PPP, et les opérateurs privés étrangers (les grandes multinationales) ne cachent d'ailleurs pas leur engouement pour ce type de partenariats et les trouvent comme un moyen très prometteur dans le processus d'édification de relations d'affaires avec le pays. Selon les chiffres publiés dans un rapport de la Cnuced couvrant la période 1990-2014, l'Algérie se classe 5^e avec un volume d'investissements en PPP de 13,2 milliards de dollars derrière le Maroc (2^e avec un volume de 27,5 Mds \$US) mais devant la Tunisie (8^e, 6,4 Mds \$US), le Sénégal, la Côte d'Ivoire. Les secteurs les mieux représentés dans le recours aux PPP sont les télécommunications et l'électricité (secteur de l'énergie) ; les aéroports, les routes et l'eau ferment la marche derrière avec une part de 1%.

Cela étant dit, le présent papier tente de démystifier ce nouveau mode de gestion des services publics et met surtout l'accent sur l'aspect comptable et financier prévu pour les accords de PPP qui entrent dans le champ d'application des référentiels IFRS et SCF, notamment les PPP de type BOT ou ROT qui, de par leur spécificité et la fréquence de leur utilisation, font l'objet d'une norme spécifique appelée IFRIC 12 émise par le normalisateur IASB.

Les autres accords PPP à l'image des contrats de management, O&M, affermage/location, BOO, privatisation partielle... trouvent leur traitement comptable dans les normes IFRS existantes (c.-à-d., IFRS 15) (ex-IAS 18/IAS11) pour les revenus, IAS 16 pour les immobilisations corporelles et IFRS 16 (ex-IAS 17) pour les contrats de location.

Nous fournirions également des exemples concrets dans le but d'élucider ces contrats actuellement passés en Algérie.

Définition d'un «partenariat public-privé» ou 3P

Il convient d'emblée d'indiquer qu'il n'existe pas de définition universellement admise des PPP, chaque pays désignant sous des termes différents des types de projet en réalité similaires. Or, dans le *Guide de référence des PPP* publié par la Banque mondiale en juin 2016, les PPP y sont définis comme étant «des dispositions, habituellement à moyen et long termes, entre les secteurs public et privé grâce auxquelles certains services qui relèvent de la responsabilité du secteur public sont administrés par le secteur privé, scellées par un accord clair sur des objectifs communs relatifs à la livraison d'infrastructures et/ou de services publics». Ou en termes simples, un partenariat public-privé (PPP) constitue un effort collaboratif durable entre le secteur public (des agences gouvernementales) et des entreprises privées pour réaliser un objectif commun (par exemple, un projet de route) tandis qu'ils poursuivent leurs propres intérêts individuels.

Les intérêts individuels de chaque partenaire : généralement, un retour sur l'investissement pour le partenaire privé et un avantage net pour la société et l'économie dans l'ensemble pour l'entité publique.

Les partenariats public-privé ou PPP (ou PPI pour participation du privé dans les infrastructures, PSP pour participation du secteur privé, PFP pour projets financés par le privé) n'est pas un terme défini avec précision. Il englobe une gamme de structures et concepts, qui impliquent la répartition des risques et des responsabilités entre les secteurs public et privé.

Par ailleurs, il convient de ne pas confondre les PPP avec les privatisations car la prestation des services publics qui sous-tend les PPP demeurera la responsabilité de l'Etat alors que, dans le cas d'une privatisation, cette responsabilité

Les partenariats public-privé ou PPP (ou PPI pour participation du privé dans les infrastructures, PSP pour participation du secteur privé, PFP pour projets financés par le privé) n'est pas un terme défini avec précision. Il englobe une gamme de structures et concepts, qui impliquent la répartition des risques et des responsabilités entre les secteurs public et privé.

est transférée au secteur privé, même lorsque l'Etat conserve les pouvoirs de réglementation. Pareillement, les PPP ne constituent pas non plus une forme de marchés publics car ces derniers concernent la location ou l'achat ponctuel d'un bien ou d'un service par l'Etat, tandis que les premiers sont souvent d'une plus grande ampleur, font appel à des instruments financiers plus complexes (comme le projet «finance») et couvrent une plus longue période.

On entend par le vocable «infrastructures», les infrastructures économiques (transport, gestion des déchets, énergie, télécommunications, distribution de l'eau et gestion des eaux usées), sociales (écoles, hôpitaux, universités) et gouvernementales (siège d'une administration publique), c'est-à-dire les structures matérielles et organisationnelles fondamentales nécessaires à l'exercice de l'activité économique, sociale, et gouvernementale.

Concernant leur typologie, les PPP peuvent revêtir plusieurs formes et natures en fonction de certains attributs les caractérisant.

La littérature et les études publiées au sujet des PPP, notamment par la Banque mondiale, ont mis en évidence plusieurs approches de modèles servant à discerner entre les différents PPP qui existent dans la pratique :

- **Le modèle de Delmon**, qui classe ou segmente les différents contrats PPP suivant cinq paramètres fondamentaux que sont :

1- le PPP est une entreprise ou un actif nouveau ou existant : car reprendre des flux de revenus, des clients, des actifs ou des employés existants représente un profil de risque différent de celui d'une nouvelle entreprise ;

2- la responsabilité de l'entité privée en matière de construction : mettre en

œuvre un programme de construction important implique une foule de risques et de performance liés à la construction ;

3- le niveau de financement privé ;

4- la nature des obligations de livraison du service de la société en charge du projet (c'est à dire livraison à un seul client «une compagnie de service public» ou à une large population d'utilisateurs) ; de plus, la fourniture de services à un grand nombre de consommateurs représente un contexte plus complexe pour la société de projet, et ses financiers ;

5- la source des flux de revenus influe sur la certitude, la taille et la nature de ces flux de revenus, comme par exemple le risque de recouvrement associé au flux de revenus et la probabilité que le débiteur sera disposé à payer ses dettes. «Redevances» fait référence à un seul ou petit nombre d'acheteurs de la sortie ou

tion, serait un PPP de type : Existant-Financier-Gros-Tarifs.

- **Un autre modèle proche du précédent** mais filtrant les PPP suivant trois facteurs que sont : (1) le type d'actif objet du contrat PPP, (2) les étapes de projet ou missions ou activités transférées au privé et (3) le mécanisme de paiement convenu avec l'opérateur privé.

Selon le premier critère, l'on peut rencontrer des PPP portant aussi bien sur des actifs ou infrastructures existants (appartenant au partenaire public) dont la rénovation/extension est confiée au partenaire privé que sur la construction de nouvelles infrastructures de service public. Selon le type du contrat, l'actif objet de la concession peut retourner au concédant public au terme de la durée du partenariat.

Le critère lié au mécanisme de paiement permet de distinguer les PPP de type «usager payeur» selon lesquels l'entité privée se fait rémunérer à partir des redevances directement collectées auprès des usagers (les péages dans le secteur de la gestion des autoroutes en est un exemple éduifiant), les PPP de type «gouvernement payeur» qui sont rémunérés par l'autorité publique et dont les paiements réguliers au titre de l'infrastructure sont effectués tant que celle-ci est disponible et exploitée selon les normes spécifiées, et enfin les PPP assortis d'un panache entre «usager payeur» et «gouvernement payeur» qui sont venus s'ajouter à la panoplie des PPP pour pallier l'insuffisance des revenus de la société de projet tirés des redevances payées par ses clients, en la complétant par une rémunération (sous forme de subvention de fonctionnement par exemple) provenant du concédant public.

L'autre critère indique dans quelle mesure les différentes étapes d'un projet sont transférées à l'entité privée. Lesdites étapes incluent la conception, la construction, le financement, l'exploitation, la maintenance des actifs liés à l'infrastructure et le transfert de celle-ci à l'Etat lorsque le contrat expire.

Sachant que le privé hérite toujours des activités d'exploitation et de maintenance, les obligations d'investissement et de financement et de construction peuvent en revanche être partagées entre les deux cocontractants ou assumées presque entièrement par le privé si ce dernier s'avère en mesure de lever suffisamment de fonds sur le marché financier/bancaire pour financer les différentes étapes du PPP.

- **Un autre modèle** qui classe les PPP selon le niveau de risques transférés au secteur privé :

Les PPP vont des simples contrats de services qui transfèrent le moindre risque au privé jusqu'aux concessions de grande ampleur incluant la création d'infrastructures qui exigent du privé la réalisation d'investissements dans de nouvelles installations (sur une base greenfield par opposition à brownfield), qui peuvent revenir au secteur public à la fin de la période de concession.

T. C.
(À suivre)

RÉFÉRENCES ET TERMINOLOGIE

Les contrats PPP en France et en Europe, les cahiers de Mazars, avril 2006.

Aspects économiques et comptables des investissements dans les PPP, Jean-Louis Lebrun, IGD, juin 2011.

IFRIC 12 Service concession arrangements, A pocket practical guide, Deloitte, February 2011.

Agenda paper 6, IFRIC Meeting, SCA Project, London, January 2006.

IPSASB : International Public Sector Accounting Standards Board, soit l'équivalent de l'IASB Unders-

tanding Options for Public-Private Partnerships in Infrastructure, Sorting out the forest from the trees: BOT, DBFO, DCMF, concession, lease..., Jeffrey Delmon, The World Bank, January 2010.

Guide de référence des PPP_BM_June-2016.
PoC ou Percentage of Completion, Pourcentage d'avancement.